

ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'irruption des listes citoyennes

Dans le sillage des « gilets jaunes » et sur fond de défiance démocratique, de nombreux collectifs citoyens se présentent aux municipales

Ce sont des dizaines de points sur une carte de France interactive. Derrière chacun, une liste : #nous sommes à Montpellier, Forcalquier en commun dans les Alpes-de-Haute-Provence, Assemblée citoyenne à Commercy (Meuse)... Autant de candidatures pour les municipales se revendiquant « participatives » ou « citoyennes ». « On en a compté 244 dans notre base de données. Mais de nombreuses listes avec lesquelles nous sommes en contact ne se sont pas cartographiées », précise Thomas Simon, cofondateur d'Action commune, une association qui accompagne les expériences de listes participatives.

Dans la presse régionale, on repère la candidature d'une nouvelle liste « citoyenne » presque chaque jour. Avec pour point commun de revendiquer un nombre important de citoyens non encartés. « On a vu une accélération dans les dix derniers mois et surtout depuis l'été. Mais il y a une grande diversité entre ces listes », note Elisabeth Dau, directrice de recherche au think tank CommonsPolis.

Cet essor est un des symptômes les plus visibles de la profonde défiance de certains citoyens envers la démocratie représentative qui secoue la France ces dernières années, et particulièrement depuis la révolte des « gilets jaunes ». Ces derniers, depuis le début de leur mouvement, n'ont cessé de revendiquer une plus grande participation du peuple aux décisions des élus.

C'est « l'urgence écologique et sociale », associée à « l'absence de renouvellement des politiques » et aux « 40 % d'abstention » aux dernières municipales à Chambéry qui a conduit Aurélie Le Meur, consultante, à s'engager dans le collectif Chambéry citoyenne dont elle est aujourd'hui tête de liste. « Soit on regardait sans rien faire, soit on créait quelque chose », explique-t-elle. « Il y a une défiance, un fossé : les gens ont perdu confiance dans la politique, ça ne peut plus durer », renchérit Caroline Honvault, fonctionnaire territoriale, numéro 2 de la liste Archipel citoyen à Toulouse.

Beaucoup se revendiquent du modèle de Saillans (Drôme), où les habitants ont expérimenté depuis 2014 une gouvernance participative. Mais sous le terme « liste citoyenne » se cache en réalité un large éventail de démarches et de pratiques, certaines aux antipodes de la politique traditionnelle, mais d'autres plus proches des listes partisanes classiques.

« Derrière beaucoup de listes citoyennes, on trouve en fait une agrégation de plein de partis : Génération.s, le Parti communiste, Place publique, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), La France insoumise (LFI) », note Rémi Lefebvre professeur de sciences politiques à l'université de Lille, qui coordonne un collectif de recherche sur les élections municipales. Ces listes mélangent militants et citoyens non encartés. « Une sorte de gentlemen's agreement entre des partis politiques – qui ont besoin de citoyens pour leur image et parce qu'ils manquent de candidats – et des citoyens engagés qui veulent peser politiquement et se disent, par réalisme, qu'ils ont besoin des partis, détaille Rémy Lefebvre. Pour créer un dénominateur commun, on se dit "listes citoyennes", c'est plus attractif à l'heure où les partis politiques ne sont plus en odeur de sainteté. » D'autres listes revendiquent au contraire de se tenir à l'écart des partis.

TIRAGE AU SORT

Comment alors distinguer les listes réellement « participatives » ? C'est la méthode qui compte, souligne Guillaume Gourgues, maître de conférences en sciences politiques à l'université Lyon-II, qui met en garde contre le « citizen washing ». « Beaucoup de candidats aux municipales vont se présenter sous la bannière "citoyenne" en ajoutant à leur liste des membres de la société civile. Mais la différence se fait d'abord sur qui fixe le programme : l'ADN des mouvements qu'on dit "municipalistes", c'est de le construire avec les habitants, en assemblée ouverte. L'autre différence, c'est la façon de désigner les candidats. Les listes citoyennes qui arrivent à fonctionner sont celles qui parviennent à mettre de côté les tambouilles partisanes ou à faire accepter aux partis une transparence dans la désignation de tout ou partie des candidats, voire de la tête de liste. »



« LES LISTES CITOYENNES QUI FONCTIONNENT SONT CELLES QUI METTENT DE CÔTÉ LES TAMBOLLES PARTISANES »

GUILLAUME GOURGUES
maître de conférences
en sciences politiques

A Toulouse, quand certains des candidats d'Archipel citoyen ont postulé par Internet, d'autres ont été tirés au sort sur les listes électorales. La démarche était déjà lancée quand les partis politiques – EELV, LFI et des dissidents du Parti socialiste – ont toqué à la porte. « Mais ils ont joué le jeu, et leurs candidats ont été soumis au même grand oral que les autres », raconte Caroline Honvault. Notre idée n'était pas de se construire contre eux mais de se réconcilier. Pourquoi se priver de leur expérience ? Au final, 28 des 70 candidats sont encartés, dont la tête de liste, Antoine Maurice, EELV. « Mais, contrairement à ce qui se pratique habituellement, c'est nous, les candidats, qui l'avons désigné, pas lui qui a choisi sa liste », rappelle Caroline Honvault.

Des méthodes qui ne font pas toujours l'affaire des partis. A Chambéry, c'est au mo-

ment de finaliser la liste sur la base du volontariat, du plébiscite et du tirage au sort, qu'une coalition de partis de gauche a quitté l'aventure. Seul EELV a maintenu son soutien. « Nous voulions incarner le renouvellement, il n'était pas possible de présenter un trop grand nombre de candidats ayant déjà eu un ou plusieurs mandats électifs », précise Aurélie Le Meur. Le programme de 77 mesures « en faveur d'une transition écologique, sociale et démocratique » a été, lui, élaboré pendant trois ans par le collectif, à raison d'une réunion publique toutes les six semaines, et validé en assemblée par 231 habitants.

Faut-il faire des alliances ? Rester puriste ? L'heure est encore à l'expérimentation. Nul ne sait quelle démarche sera la plus efficace pour transformer la vie des citoyens. ■

ALINE LECLERC ET CLAIRE LEGROS

Saillans, village laboratoire de la démocratie participative

Elue en 2014, la liste citoyenne qui administre le village de la Drôme est de nouveau candidate. Elle sera opposée à un autre collectif d'habitants

REPORTAGE

SAILLANS (DRÔME) - envoyée spéciale

A Saillans, dans la Drôme, le lancement de la campagne municipale ne pouvait être qu'à l'image de la mandature écoulée : participative, et singulière. Ce village de 1300 âmes a acquis une renommée pour avoir porté au pouvoir une liste citoyenne, qui gère depuis 2014 les affaires en impliquant étroitement les habitants. Après six ans d'expérience de démocratie participative, l'équipe municipale est de nouveau en lice pour les élections de mars 2020.

Dans la salle polyvalente, un samedi glacé de janvier, une soixantaine d'habitants ont répondu à son appel pour lancer la campagne. « Il faut s'engager, on est là pour prendre des responsabilités ! On n'a pas forcément envie d'y aller, mais ça vaut le coup, car on peut changer les choses », encour-

rage Vincent Beillard, le maire officiel de la commune. Pour les actions à mener, l'équipe propose un petit remue-méninges dont elle a le secret. Seuls, ensuite en binôme, puis par petits groupes, les participants cherchent des idées et les notent sur un grand tableau. Tour des quartiers à vélo, jeux de rôle dans la rue, soupes et vins chauds sur le marché... Dans un joyeux brouhaha, chacun vient ensuite accoler des notes adhésives à ces actions : vert quand on aime, bleu quand on s'engage à les animer.

Débats foisonnants

A l'heure où, partout en France, des listes citoyennes et participatives se lancent à la conquête des mairies, celle de Saillans fait figure de pionnière. Il y a six ans, échauffé par sa bataille victorieuse contre l'implantation d'un supermarché, un groupe d'habitants propose une liste sans programme ni candidat, avec comme

seul engagement celui de faire de la politique autrement. Pari gagné.

Le village est vite érigé en laboratoire de la démocratie participative. Et se retrouve scruté. « On a reçu plus de 750 demandes, de médias, de communes, de collectifs... », note Fernand Karagiannis, élu à la commission transparence-informations. L'expérience s'exporte. L'un de ses instigateurs, Tristan Rechid, a accompagné « près de deux cents collectifs citoyens à travers la France ». « C'est à l'échelon municipal qu'on doit construire redonner du pouvoir d'agir aux gens. Les élus ne décident pas, ils accompagnent ce processus », estime-t-il.

Pour donner corps à cette vision, Saillans a bricolé sa propre gouvernance, associant élus et habitants : des commissions thématiques, des groupes d'action sur des projets précis ou encore un comité de pilotage, principale instance de décision, qui se réunit deux fois par mois en public. Le maire, sa

première adjointe et les conseillers municipaux se sont aussi partagé les compétences en binômes, et les indemnités. Après des débuts foisonnants, la seconde partie du mandat s'est concentrée sur l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU) participatif – une gageure, qui a mobilisé quatre élus et douze habitants tirés au sort pendant 34 réunions.

C'est autour de ce PLU – et notamment après un débat crispé sur l'habitat démontable – que l'opposition s'est peu à peu cristallisée, d'abord autour d'un autre collectif d'habitants... puis d'une liste. Car tous les Saillansons ne se retrouvent pas dans le jeu participatif de leur mairie. « On ne veut plus d'une participation de façade », assène Marie-Christine Casals, à la tête de la liste d'opposition. « Il n'y a pas de place pour la parole contradictoire dans ces réunions. On est vampirisés par la méthode, avec des outils formatés, les

gommettes, les petits groupes de travail... », complète son binôme, François Brocart. A ces méthodes inspirées de l'éducation populaire pour favoriser l'expression de tous, les opposants préféreraient les outils « qui existent déjà, à disposition des élus » : commissions extramunicipales, budgets participatifs, référendums locaux...

Les « néoruraux » surreprésentés Au-delà de ces divergences, l'implication semble être devenue une évidence à Saillans. Selon la mairie, quelque 250 habitants, soit un quart de la population adulte, ont participé de près ou de loin à la gestion de la commune. Dans ces instances, les « néoruraux », nombreux dans le village et appartenant souvent aux catégories sociales supérieures, sont surreprésentés. « Le fonctionnement communal tel qu'il a été pensé privilégie le capital culturel sur d'autres types de ressources. Cela génère une op-

position virulente, qui ne s'exprime pas ou peu dans les dispositifs mais surtout en dehors », note Mario Bilella, qui a étudié l'expérience de Saillans pour sa thèse de sociologie, dans le tout récent livre de Maud Dugrand, *La Petite République de Saillans* (Rouergue, 160 pages, 17 euros).

Autre frein pour participer : l'agenda. « Dans notre société, on n'est pas incité à prendre du temps pour s'engager en politique, dans la vie associative... », regrette Gabriel Smadja, habitant de Saillans et urbaniste, qui observe une plus forte implication des retraités dans cette aventure chronophage. Consciente de ces écueils, l'équipe sortante a promis d'autres formats de participation, comme des assemblées de villages, avec débats et votations sur les grandes orientations de la municipalité. Rendez-vous est donné à l'automne 2021. ■

ANGELA BOLIS